# Impasse diplomatique : Les ambiguïtés chinoises vis-à-vis de l'ouverture économique nord-coréenne

Théo Clément

▶ **To cite this version:**

Théo Clément. Impasse diplomatique : Les ambiguïtés chinoises vis-à-vis de l'ouverture économique nord-coréenne. Monde chinois nouvelle Asie, 2015, Quels Enjeux Stratégiques Pour la Chine, 44, pp.41-49. halshs-01553831

**HAL Id: halshs-01553831**
**https://shs.hal.science/halshs-01553831**

Submitted on 3 Jul 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

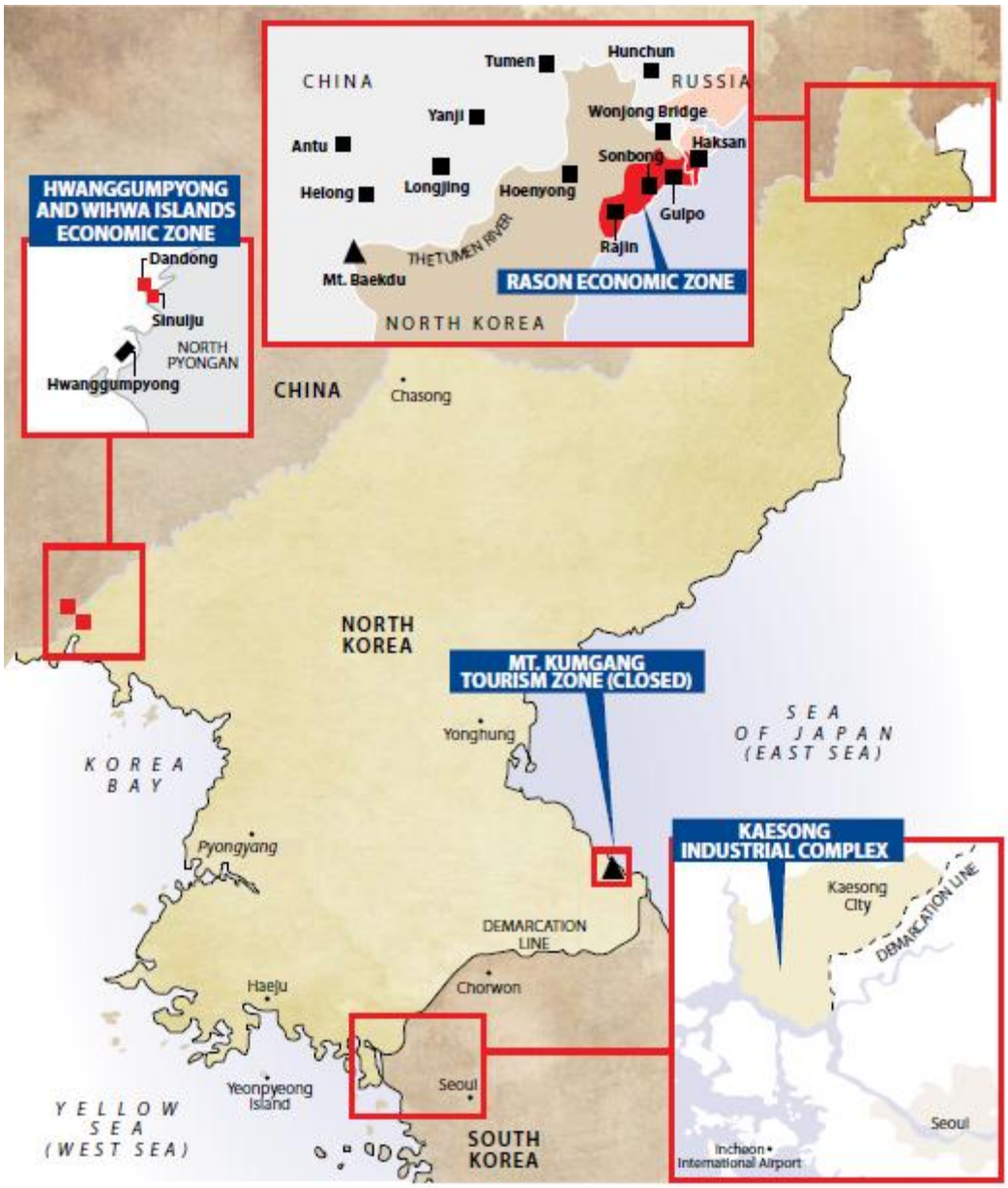
# Impasse diplomatique : Les ambiguïtés chinoises vis-à-vis de l'ouverture économique nord-coréenne

**Théo Clément**
Chercheur doctorant contractuel à l'Institut d'Asie Orientale de l'ENS Lyon, doctorant à l'Université de Vienne.

**Résumé :**

Alors que la Corée du Nord semble procéder d'un processus de réforme et d'ouverture depuis déjà plusieurs décennies, ces expérimentations économiques, discrètes mais réelles, ne semblent pas suivies de résultats probants. Les Zones Économiques Spéciales nord-coréennes, notamment, semblent pour l'instant n'obtenir que des succès très mitigés, à l'inverse de leurs grandes sœurs chinoises qui avaient brusquement projeté la République Populaire de Chine sur la route du développement économique. Cet article tente de montrer qu'outre les incohérences propres du programme de réforme économique nord-coréen, l'attitude passive de la Chine, pourtant partenaire économique principal de la Corée du Nord, rend difficile tout dépassement de la situation actuelle.

**Mots clés** : Chine ; Corée du Nord ; Zones Économiques Spéciales ; *Dongbei* ; Réforme et ouverture ; Investissements Directs à l'Étranger.




Source: CRONIN, Patrick, 2012, Vital Venture Economic Engagement of North Korea and the Kaesong Industrial Complex, *Center for New American Security*.

*Note*: la ZES de Rason est représenté ici comme uniquement frontalière avec la Russie, c'est qui ne correspond pas à la réalité depuis l'agrandissement de la zone en 1997.

La situation de grande dépendance économique de la République Populaire et Démocratique de Corée (RPDC ; Corée du Nord) vis-à-vis de la Chine constitue à bien des égards une clé fondamentale pour l'étude du lien bilatéral entre les deux pays socialistes d'Asie du Nord-est. En effet, relativement isolée de la communauté internationale depuis la perte de l'allié soviétique en 1991, la Corée du Nord ne compte plus pour principal partenaire économique que la République Populaire de Chine, avec qui elle réalise environ 75% de son commerce extérieur. Les cercles politiques nord-coréens ayant depuis plusieurs années décidé d'accélérer

le développement économique en vue d'édifier « un pays puissant et prospère »[1] [강성대국 ; *kangsong daeguk*], la coopération économique avec les puissances internationales et notamment avec la République Populaire de Chine (RPC) semble plus que jamais à l'agenda politique nord-coréen. Alors que Pyongyang procède d'une politique de réforme et d'ouverture économique discrète mais constante depuis au moins les années 1970, la mise en place de différentes infrastructures d'accueil des investissements étrangers (et notamment chinois[2]) s'est clairement accélérée depuis l'arrivée au pouvoir de M. Kim Jong-un : depuis 2011, en effet, pas moins de vingt Zones Économiques Spéciales (ZES) ont été annoncées (la toute dernière en Avril 2015[3]) sur un territoire équivalent au tiers de la France Métropolitaine. Cette inflation soulève un certain nombre d'interrogations au sein des cercles académiques et d'experts, d'autant plus qu'elle s'inscrit dans un contexte de très relatifs succès des expériences d'ouvertures nord-coréennes en direction de la Chine[4]. En effet, alors que la République Populaire de Chine, premier partenaire commercial de la Corée du Nord se veut être un soutien très vocal de la réforme économique nord-coréenne, elle semble pour l'instant adopter une attitude relativement passive[5], la faute notamment à l'absence de relations de confiance, mais aussi à des considérations d'ordre stratégique. Le présent article se propose de revenir, dans un premier temps, sur les repères clés du processus de réforme et d'ouverture en RPDC, avant de montrer dans quelle mesure la Chine s'avère être un partenaire certes incontournable de ce processus mais paradoxalement assez peu fiable, voire même méfiant vis-à-vis d'un voisin jugé instable. En effet, pour des raisons à la fois politiques, diplomatiques et économiques, Pékin semble actuellement fort peu enclin à donner aux Zones Économiques Spéciales le «*big push*» dont elles auraient besoin pour s'épanouir.

**L'ouverture économique de la Corée du Nord**

D'une façon peut-être assez paradoxale, la genèse du mouvement de réforme et d'ouverture économique en Corée du Nord est relativement ancienne. En effet, non seulement la jeune RPDC s'est remise de la Guerre de Corée (1950-1953) de par la mise en œuvre de plans d'aides

[1] North Korea Lauds Its Economic Achievements One Year After Kim Jong Il's Death, *Institute for Far Eastern Studies*, 14 Décembre 2012.
[2] KIM Jae-chol, 2006, The Political Economy of Chinese Investment in North Korea, *Asian Survey*, vol.46, n°6.
[3] DPRK to establish 2nd int'l tourist zone, Xinhua (en ligne), 24 Avril 2015. Url: http://www.china.org.cn/world/2015-04/24/content_35406592.htm. Consulté le 26/08/2015.
[4] Lim Eul Chul, 2013, Capacity Building at the Kaesong Industrial Complex: Implications for North Korea's Economic Zones, *International Journal of Korean Unification Studies* Vol. 22, No. 2, 2013, 91–113.
[5] THOMPSON, Drew, 2011, *Silent Partners, Chinese Joint Ventures in North Korea*, U.S.-Korea Institute at SAIS report. Url: http://uskoreainstitute.org/research/special-reports/silent-partners-chinese-joint-ventures-in-north-korea/. Dernier accès 2 septembre 2015.

et d'investissements massifs venus d'autres pays socialistes[6], mais la Corée du Nord a aussi été très rapidement intéressée par le commerce avec les pays capitalistes. En effet, dès 1961, elle cumule plus d'une trentaine de partenaires commerciaux issus des pays capitalistes (contre l'avis de Moscou), et constitue même la cible d'investissements français (dans le secteur de la chimie notamment) à la suite d'une seconde vague d'ouverture, en 1972[7]. Le sévère ralentissement économique du pays au cours des décennies 1970 puis surtout 1980 pousse Pyongyang à établir un cadre juridique formel régulant l'accueil d'éventuels investissements directs à l'étranger (loi sur les *Joint Venture* de 1984[8]), censés apporter à la Corée du Nord de la technologie et du savoir-faire que ses maigres ressources en devises ne lui permettent plus d'importer[9]. Faute à une certaine insécurité juridique et politique ainsi qu'au caractère relativement opaque des milieux d'affaires nord-coréens (depuis les années 1960 environ, la Corée du Nord ne publie de statistiques, difficilement vérifiables, sur son économie que de manière parcimonieuse[10]), l'appel aux IDE n'a récolté que de très maigres succès, malgré quelques partenariats avec la communauté coréenne du Japon restée favorable à Pyongyang. Évoquée par le leadership nord-coréen depuis 1984[11], l'ouverture de la première ZES en 1991, Rajin-sonbong, avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement[12], vient concrétiser l'appétit d'IDE nord-coréen, mais cet effort survient à l'orée de l'écroulement soviétique (qui comptait parmi les principaux partenaires commerciaux nord-coréens). Par ailleurs, dès le début des années 1990, la Chine durcit ses positions et coupe court aux échanges « en termes amicaux » pratiqués depuis des décennies par les deux États socialistes,

---

[6] AGOV, Avram Asenov, 2010, *North Korea in the Socialist World: Integration and Divergence, 1945-1970, The Crossroads of Economics and Politics* (Manuscrit de these, en attente de publication). Url: https://circle.ubc.ca/bitstream/handle/2429/24246/ubc_2010_spring_agov_avram.pdf?sequence=1. Voir p.150-300.

[7] ARMSTRONG, K. Charles, 2013, *Tyranny of the Weak*, Cornell University Press, Ithaca. Voir p.174.

[8] LEE Yong-joong, 2003, The Special Economic Zones and North Korean Economic Reformation with a Viewpoint of International Law*, Fordham International Law Journal,* Volume 27, Issue 4.

[9] La RPDC a fait défaut sur une partie importante de sa dette en 1974: YANG Moon-soo, 2012, *North Korea's External Debts: Trend and Characteristics*, Review of the North Korean Economy, Korea Development Institute (online). URL: http://www.koreafocus.or.kr/design2/layout/content_print.asp?group_id=104047. Dernier accès le 12/08/2015.

[10] KIM Byung-yeon, KIM, Suk-jin, LEE Keun, 2007, Assessing the economic performance of North Korea, 1954–1989: Estimates and growth accounting analysis, *Journal of Comparative Economics,* N°35, p.564–582.

[11] KIM Il-sung, 1995, Concentrer les efforts sur les cinq fronts de l'édification économique du socialisme, Discours prononcé à la réunion consultative des responsables du domaine économique [19th August 1983], *Œuvres*, vol.38, Éditions en Langues Étrangères, Pyongyang.

[12] United Nations Development Program, 1998, *D.P.R. Korea's Rajin-Sonbong Economic Trade Zone, Investment and Business Guide*.

notamment le troc de produits chinois contre des matières premières nord-coréennes[13]. Privée de partenaires commerciaux, faisant face à un appareil économique vieillissant, la RPDC ne tarde pas à s'enfoncer dans une profonde crise économique, dont elle ne sortira qu'à l'aube des années 2000.

Depuis lors, le nombre de ZES a explosé, il en existe à l'heure actuelle plus d'une vingtaine[14] disséminées dans tout le territoire par vagues successives, notamment depuis la prise du pouvoir de M. Kim Jong-un en 2011. Si la majorité d'entre elles semble n'exister que sur le papier, certaines apparaissent dotées d'avantages comparatifs sérieux, notamment en ce qui concerne des secteurs prioritaires comme le tourisme, l'*export-processing* ou les technologies de l'information et de la communication. En effet, outre des paysages naturels à couper le souffle et « l'effet de seuil » que constitue le passage de la frontière nord-coréenne (sur lequel les agences de tourisme spécialisées jouent beaucoup), la RPDC possède des richesses naturelles quasiment inépuisables (elle disposerait de réserves de plus de 200 minerais et notamment le 2ème plus grand gisement de magnésite au monde[15]) et une main d'œuvre qualifiée très peu chère, puisque les salaires des ouvriers nord-coréens travaillant dans les ZES ne dépassent pas les 80 dollars par mois (hors primes).

Bien évidemment, la Corée du Nord est bien loin de constituer un paradis pour investisseurs (certains groupes miniers chinois ont vu leurs aventures nord-coréennes tourner au cauchemar[16]), la faute notamment à une opacité quasi-totale de son fonctionnement politique interne, un cadre juridique qui s'est certes largement développé ces dernières années[17] mais dont la mise en œuvre sur le terrain interroge, une bureaucratie omniprésente et enfin, nous le verrons plus en détails, un évident manque d'infrastructures, y compris les plus basiques.

**Conservatisme chinois contre réformisme nord-coréen ?**

La Chine, qui possède une longue histoire d'ingérences dans la vie politique de son voisin, a manifesté plusieurs fois à Pyongyang son désir de voir le système économique nord-coréen

---

[13] CHEN Jian, 2003, Limits of the 'Lips and Teeth' Alliance: An Historical Review of Chinese-North Korean Relations, *Asia Program Special Report*, N°115. Url: http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/asia_rpt115b.pdf

[14] Le statut ambigu de certaines d'entre elles rend difficile un recensement exact.

[15] *The Mining Industry of North Korea* 2011, NAPSNet Special Reports. Url: http://nautilus.org/napsnet/napsnet-special-reports/the-mining-industry-of-north-korea/#axzz2TAJOiCxP. Dernier accès 2 Septembre 2015.

[16] North Korea Blasts Chinese Company in Failed Deal, Reuters, 5 septembre 2012. Url: http://www.nytimes.com/2012/09/06/business/global/north-korea-blasts-chinese-company-in-failed-deal.html?_r=0. Dernier accès 2 Septembre 2015.

[17] *Laws and regulations of the Democratic People's Republic of Korea governing external economic matters*, 2012, Legislation Press, Pyongyang.

s'ouvrir davantage au monde extérieur[18], depuis le tout début de l'ère Deng[19]. L'actuel pouvoir chinois, qui semble rechercher avant tout la stabilité régionale pour pouvoir continuer et pérenniser son développement économique, a hérité, à la suite de la disparition de l'URSS et de la « Marche Difficile » nord-coréenne, de liens politiques et économiques quasiment exclusifs avec un voisin à la situation économique précaire mais très attaché à sa quête d'indépendance nationale. L'ouverture et la « disponibilité » nord-coréenne aux sollicitations des entreprises chinoises pourraient constituer autant d'éléments qui contribueraient à redynamiser l'économie morose des provinces du nord-est chinois[20] (dont la Préfecture Autonome Coréenne de Yanbian). Les trois provinces chinoises du nord-est figurent en effet parmi les perdantes des politiques d'ouverture chinoises au profit des provinces exportatrices du sud, souffrant notamment d'un quasi-enclavement territorial. Ainsi, la principale promesse de la ZES côtière de Rajin-sonbong, située à l'extrême nord-est de la péninsule coréenne (aux confins des territoires russes, chinois et nord-coréens) est d'offrir à l'*hinterland* chinois un débouché maritime de choix : à la différence du port russe de Vladivostok, le littoral de « Rason » n'est jamais pris par les glaces hivernales et l'expédition de marchandises chinoises à destination du Japon ou du Sud de la Chine via la ZES nord-coréenne réduit significativement le temps de transport par rapport a celles expédiées depuis Dalian (Liaoning chinois, ouest de la péninsule coréenne)[21]. De surcroit, l'ouverture plus poussée des territoires nord-coréens aurait pour avantage supplémentaire aux yeux des milieux d'affaires chinois de « désinsulariser » la Corée du Sud et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour une meilleure connectivité des économiques sino-sud-coréennes. Il est à cet égard intéressant de constater que, lors des pourparlers visant à la réouverture de Kaesong, à la suite de l'escalade militaire nord-sud du printemps 2013, les négociateurs sud-coréens ont cherché à obtenir une implication chinoise plus poussée dans le complexe intercoréen, considérée comme une garantie de stabilité[22] (l'arrivée de la Chine dans la gestion du complexe diluerait alors l'aspect très politique de cette importante interface de communication Nord-Sud). Ces perspectives, évidemment très bien accueillies par les partenaires chinois, ont sans conteste agi comme un catalyseur en ce qui concerne la coopération économique sino-nord-coréenne, puisque quelques mois après a été annoncée la construction d'une ligne de chemin de fer à haute vitesse reliant le Liaoning

[18] Hu 'told Kim it's time for Economic Reform', Chosun Ilbo, 2 Septembre 2010
[19] VOGEL, Ezra, 2011, *Deng Xiaoping and the Transformation of China*, Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge. Voir p.229.
[20] KERNEN, Antoine, 2004, *La Chine vers l'Economie de Marché*, Paris, Karthala.
[21] LEE Yeon-ho, KANG Jeong-shim, 2011, The Changjitu Project and China-North Korea Economic Cooperation: Beijing's and Pyongyang's intentions, BISA Annual Conference session 1.8.
[22] Chinese firms' participation key to Kaesong internationalization*: expert*, Yonhap News, 19 Novembre 2013.

chinois au complexe intercoréen de Kaesong via Pyongyang financée par la Chine en échange de droits d'exploitation miniers[23].

Si ces différents projets, plus ou moins récents, témoignent d'un très fort intérêt chinois pour une ouverture économique (même limitée) de la RPDC, il faut bien distinguer les projets de coopération destinés au développement économique mutuel sino-nord-coréen et ceux qui abordent les perspectives stratégiques offertes sur le territoire nord-coréen plus comme des moyens que comme des fins. Le paradoxe est le suivant : alors qu'il existe, aujourd'hui, pas moins de neuf ZES nord-coréennes (qui constituent autant de marchés captifs pour les Chinois) directement localisées à la frontière chinoise, Pékin semble beaucoup plus attiré par les perspectives offertes de l'autre côté du territoire nord-coréen[10], notamment dans la ZES intercoréenne de Kaesong dont les 65km$^2$ commencent pourtant à saturer[24]. Le complexe intercoréen de Kaesong, ZES la plus aboutie et la plus lucrative de Corée du Nord, possède en effet le grand avantage d'avoir vu le jour grâce à d'importants investissements sud-coréens au début des années 2000, Pyongyang fournissant de son côté la main d'oeuvre. Les ZES situées à la frontière chinoise, elles, ont pour la plupart une existence surtout juridique, et un besoin d'investissement en infrastructure se fait fortement ressentir[25] : ainsi les deux zones frontalières –pour l'heure quasi-désertes- de Hwanggumpyong et Whiwa (situées de part et d'autre de la ville de Sinuiju, en face de la ville chinoise de Dandong) fonctionnent sur des baux de locations de terre exceptionnellement longs (cent ans au lieu de cinquante pour la plupart des autres ZES) pour inciter à des investissements plus durables. Les autorités nord-coréennes ont plusieurs fois émis des appels d'offres pour divers travaux de rénovation, notamment en ce qui concerne la ZES de Rajin-Sonbong (« Rason »). Selon divers documents émis par le Bureau de Coopération Économique du Comité Populaire de Rason, qui fournissent des estimations chiffrées des travaux nécessaires dans la zone, il apparait qu'un bon nombre de travaux d'infrastructures basiques sont nécessaires pour dynamiser l'ensemble de la ZES et donner vie à la coopération bilatérale entre le Nord-est chinois et la RPDC. Ainsi, les rénovations de la Centrale thermique de Rason[26] (qui est obsolète), mais aussi de la route et

---

[23] *High Speed Rail and Road Connecting Kaesong-Pyongyang-Sinuiju to be Built*, Institute for Far Eastern Studies (NK Briefs), 20 Décembre 2013. Voir aussi *La Corée du Sud envisage de relier toute la péninsule coréenne, depuis Pékin vers Séoul en seulement 4 Heures* [韩国设想半岛铁路贯通 首尔到北京仅需 4 个小时], Zhongguo Wang, 9 Janvier 2014. Url: http://news.china.com.cn/world/2014-01/09/content_31139063.htm.

[24] Businessmen seek "a Second Kaesong Complex" in North Korea, Hankyoreh, 5 Février 2014.

[25] CLEMENT, Théo, 2015, *How Not to Invest in a DPRK Special Economic Zone: the Case of Rason*, Sino-NK (en ligne). Url: http://sinonk.com/2015/07/15/how-not-to-invest-in-a-dprk-special-economic-zone-the-case-of-rason/. Derniers accès 4 Septembre 2015.

[26] Economic Cooperation Bureau of Rason People's Comittee of D.P.R Korea, 2010, *Invest Feasibility Report for Reconstruction and Modernization of Sonbong Thermal Power Plant.*

de certaines lignes de chemin de fer[27] (plusieurs d'entre elles sont actuellement impraticables) allant de la Chine vers la ZES de Rajin-sonbong ont été budgétisées par les autorités nord-coréennes, à l'attention notamment des investisseurs chinois, même si ces appels d'offres semblent être restés lettres mortes auprès des partenaires potentiels. Ces différents projets représentent en effet un certain coût (à titre d'exemple, la ligne de chemin de fer Rason-Namyang, qui permet la connexion avec le réseau ferré chinois nécessiterait plus de 54 millions de dollars de travaux). Néanmoins, à l'échelle d'un budget d'État, ou même de celui d'une province chinoise, ces investissements demeurent négligeables, d'autant plus si l'on compare le coût des travaux nécessaires pour le développement des infrastructures de Rason avec les sommes que la Chine semble prête à investir dans une ligne de chemin de fer à haute vitesse longue de plus de 400 kilomètres à travers l'ensemble du territoire nord-coréen, jusqu'à Kaesong.

L'étude des différents projets d'infrastructures transfrontalières laissent assez largement transparaitre un manque important de confiance et de communication entre les deux États ; ainsi les visiteurs qui se rendent à la ville frontalière de Dandong (qui voit passer environ 80% des échanges sino-nord-coréens) seront surpris d'apercevoir un imposant pont, flambant neuf, reliant la rive chinoise … au beau milieu d'un champ nord-coréen, déconnecté du réseau routier, parfait symbole de l'incompréhension mutuelle qui semble régner dans le dialogue transfrontalier. L'actualité récente tend par ailleurs à renforcer ce sentiment. Alors que les nombreuses ZES nord-coréennes semblent pour nombre d'entre elles mortes-nées, les autorités de Dandong viennent d'annoncer l'ouverture[28], côté chinois, d'une zone d'échanges détaxés, à quelques centaines de mètres à peine de deux ZES nord-coréennes. Cette dernière initiative laisse penser que si la Chine entend bien profiter de la flexibilité accrue de l'économie nord-coréenne, et notamment du petit commerce transfrontalier[29], elle semble déterminée à garder les choses sous son contrôle, plutôt que d'investir chez un partenaire en qui Pékin ne fait pas vraiment confiance. Ce conservatisme chinois ne constitue pas un phénomène nouveau : en 2002, au sortir de la crise économique nord-coréenne, Pyongyang avait déjà surpris la planète entière en déclarant qu'elle allait laisser passer la « Région Administrative Spéciale » de Sinuiju sous le contrôle d'un gouverneur de nationalité néerlandaise (mais d'origine chinoise), dans l'objectif de démontrer sa bonne volonté d'ouverture. Cette audace certaine de Pyongyang (jamais renouvelée depuis) ne semble pas avoir beaucoup rassuré de

[27] Economic Cooperation Bureau of Rason People's Committee of D.P.R Korea, 2010, *Invest Feasibility Report for Railway Renovation between Rajin-Namyang.*

[28] China unveils border trade zone with DPRK, Xinhua, 25 Août 2015.

[29] Selon les informations disponibles, les rabais fiscaux sur les échanges ne s'appliquent sur les transactions inférieures à 8000 yuans.

l'autre côté du fleuve frontalier Yalu (Amnok pour les Coréens) puisque la police de Shenyang a procédé à l'arrestation du futur gouverneur de Sinuiju, ce dernier ayant été condamné à une lourde peine de prison pour fraude fiscale.

***Le traitement spécial de la diplomatie économique chinoise***

Des investissements massifs dans les ZES frontalières nord-coréennes constitueraient bien évidemment un coût extrêmement important pour la Chine et Pékin n'est pas prêt à investir en aveugle pour renflouer artificiellement son voisin coréen. Ceci étant, les enjeux qui traversent les dynamiques transfrontalières entre la Chine et la Corée du Nord (notamment les ZES) dépassent largement les simples questions d'économie ou de développement, et l'ouverture réussie de l'économie nord-coréenne pourrait jouer un rôle non négligeable dans l'apaisement des tensions historiques régionales. Le paradoxe est le suivant : alors que la RPC se fait le champion de la promotion de Zones Économiques Spéciales dans divers pays en développement (en Afrique notamment), elle semble plus intéressée par le fait de constituer un important pourvoyeur d'aide humanitaire (nourriture, pétrole, etc.) auprès de son voisin plutôt que d'encourager le processus d'ouverture en cours, certes « incomplet » du point de vue chinois, mais qui est en partie inspiré de la trajectoire historique de Pékin et qui présente, malgré des manquements évidents, de réelles opportunités économiques[30] mais aussi politiques ou diplomatiques.

La vision chinoise de la coopération économique bilatérale semble être déterminée par des objectifs de court-terme, tandis que de l'autre côté de la frontière, on compte sur les investissements pour attirer de nouvelles technologies, du savoir, des infrastructures. Cette divergence d'approche ne fait qu'augmenter la frustration et l'incompréhension de part et d'autre et contribue au refroidissement des liens diplomatiques entre Pékin et Pyongyang. Si le mouvement historique de réforme et d'ouverture chinoises a été accompagné et soutenu par une part importante de la communauté internationale (dont les États-Unis), ce n'est pas le cas de la Corée du Nord[31] aujourd'hui, dont l'économie est actuellement la plus sanctionnée du monde. Sans le soutien chinois, il est plus que probable de voir les expérimentations économiques nord-coréennes prendre fin sans succès. Alors que le lien bilatéral était

---

[30] Jim Rogers Wants To Put All His Money Into This Country. Is It The Next China?, Forbes, Mars 2013. Url: http://www.forbes.com/sites/gordonchang/2014/03/23/jim-rogers-wants-to-put-all-his-money-into-this-country-is-it-the-next-china/. Dernier accès le 2 Septembre 2015. Voir aussi *« Les medias étrangers voient les Nord-coréens comme concernés par la qualité de vie que par la vie elle-même »* [外媒称朝鲜人更关心"过好日子"而非"过日子"], Huanqiu Shibao, Octobre 2014. Url : http://world.huanqiu.com/article/2014-10/5167345.html. Derniers accès 2 Septembre 2015.

[31] Kaesong, auto issues dominate House hearing on S. Korea-U.S. FTA, The Hankyoreh, 14 Juin 2007.

historiquement constitué autour d'une relation « d'États frères », proches « comme les dents et les lèvres » [唇齿相依, *chunchi xiangyi*] (du moins au niveau des discours politiques à la fois de Pékin et de Pyongyang), les attentes chinoises ont évolué, attendant d'un côté une réforme économique progressive et sans « à-coups » déstabilisateurs pour la région, de l'autre des bénéfices substantiels pour son économie. Les attentes de Pyongyang vis-à-vis de la Chine, elles, semblent plutôt prendre la forme d'un soutien (financier) à son processus d'ouverture, mesurable notamment via les investissements dans les différentes Zones Économiques Spéciales. En revanche, le positionnement politique et idéologique de Pyongyang concernant la nature des rapports économiques avec l'étranger ne semble pas avoir changé : pays socialiste chérissant avant toute chose son indépendance nationale, la Corée du Nord n'a cherché, depuis son fondation, qu'à renforcer son économie pour échapper aux orbites politiques des grandes puissances qui l'entourent. Ainsi, et peut-être paradoxalement, l'approfondissement des relations économiques bilatérales entre la Chine et la RPDC pourrait aboutir à une influence encore plus réduite de Pékin sur Pyongyang, ce qui explique en partie le conservatisme chinois.

***Un soutien chinois en demi-teinte***

La politique nord-coréenne de Pékin connait depuis au moins les années 1990 une situation en porte-à-faux, contrainte à un arbitrage constant entre la diffusion d'une idéologie réformatrice (sur le plan économique) et d'une crainte de trop déstabiliser un État qui se remet progressivement de crises économiques sévères. Pékin se veut donc particulièrement prudent avec la RPDC, d'autant plus que plusieurs éléments, outre l'attitude de Pyongyang, la placent devant des dilemmes qu'elle peine à trancher.

Tout d'abord, en ce qui concerne les liens économiques sino-nord-coréens, force est de constater que l'État chinois a depuis plusieurs décennies déjà laissé le champ libre aux entrepreneurs privés, et donc plus motivés par la recherche de profits que par des considérations politiques[32]. De fait, une étude de 2011[33] indique que sur les 138 entreprises chinoises identifiées comme investissant en Corée du Nord, seules quatre étaient des entreprises d'État (*State Owned Enterprise*, SOE). Alors même qu'il est évident que Pyongyang est plus à l'aise dans ses négociations commerciales face à des groupes étatiques, et que les

[32]Certains entrepreneurs chinois ethniquement coréens ont néanmoins pu expliquer, au cours d'entretiens effectué en Avril 2014 et en Juin 2015, avoir des motivations telles que le service à la communauté coréenne, une certaine forme de « régionalisme ethnique ».

[33] THOMPSON, Drew, 2011, *Silent Partners, Chinese Joint Ventures in North Korea*, U.S.-Korea Institute at SAIS report. Url: http://uskoreainstitute.org/research/special-reports/silent-partners-chinese-joint-ventures-in-north-korea/. Dernier accès 2 septembre 2015.

SOEs de Chine sont en règle générale plutôt à la pointe de la politique chinoise dite du « *go out*/*go abroad* », la RPDC constitue l'exception à la règle, peut–être pour la vertu censément « pédagogique » du contact avec des entrepreneurs privés sur les politiques économiques nord-coréennes. Dans cette optique, la stratégie pékinoise de « non-investissement » viserait à la libéralisation progressive de l'environnement économique nord-coréen (par le contact répété avec des entrepreneurs motivés par la recherche de profit), condition *sine qua non* pour un approfondissement des relations commerciales entre les deux pays et d'un meilleur développement économique en RPDC (dans le contexte d'un marché nord-coréen quasiment captif pour la Chine). Parallèlement, le soutien humanitaire chinois aurait pour objectif de limiter les graves risques d'éventuelles disruptions qui pèseraient sur la société nord-coréenne (et donc sur la sécurité de la région) dans le cas d'une libéralisation trop soudaine[34]. La Chine essaierait donc de « donner une leçon » de réforme et d'ouverture à la Corée du Nord, via des pressions indirectes mais réelles.

Autre élément pouvant expliquer l'attitude chinoise vis-à-vis de l'ouverture économique nord-coréenne est le potentiel de nuisance que constitue la concurrence nord-coréenne dans certains secteurs. S'il ne fait aucun doute que, à l'échelle de leurs économies nationales, la RPC possède des avantages compétitifs incomparablement supérieurs à ceux de la Corée du Nord, à plus grande échelle les choses semblent moins évidentes. Les deux régions chinoises frontalières de la RPDC, le Liaoning et surtout le Jilin, connaissent des difficultés économiques chroniques depuis le début des années 1990[35], la faute notamment au retrait de l'État de certains secteurs clés qui faisaient les beaux jours de la province (industrie lourde, sidérurgie notamment), sans que le marché ait pu recréer des alternatives satisfaisantes, devenant ainsi une région en proie à un déclassement économique assez important, « le phénomène du Nord-est » [东北现像 ; *dongbei xianxiang*]. Le leadership chinois a fait de la coopération économique avec la Corée du Nord et la Russie un axe principal de son plan de revitalisation de la *rustbelt* chinoise, mais il semblerait que la division du travail parmi les différents acteurs de la région constitue un dossier assez épineux. Tout d'abord, la force de travail nord-coréenne, certes beaucoup moins importante quantitativement qu'en Chine, est en revanche souvent de meilleure qualité, comparativement plus éduquée que de l'autre côté de la frontière (certaines entreprises chinoises n'hésitant d'ailleurs pas à importer des travailleurs nord-coréens[36], actifs notamment dans le domaine de la construction) et surtout trois à six fois moins chère. La

[34] FRANK, Rüdiger, 2006, Classical Socialism in North Korea and its Transformation: the Role and the Future of Agriculture, *Harvard Asia Quaterly*, vol. X, N°2.

[35] LEE Chin Kwan, 2007, *Against the law : labor protests in China's rustbelt and sunbelt*, University of California Press, Berkeley.

[36] China adjusts to influx of cheap North Korean labour, The Hankyoreh, 13 Spetembre 2012.

Corée du Nord dispose de plus d'un accès à la mer du Japon (Mer de l'Ouest pour les Coréens) beaucoup plus direct que les provinces du Nord-est chinois, dont la plus grande partie souffre de l'enclavement territorial. Les autorités locales et provinciales essaient bien de tirer profit des avantages comparatifs lié à la localisation des ZES côtières nord-coréennes, mais il est probable qu'a un certain point les stratégies de coopération régionale pourraient tourner à la compétition : la ville chinoise de Hunchun, par exemple, située aux confins des territoires Nord-coréen et Russe, mise notamment sur l'industrie du traitement des fruits de mer nord-coréens, réexpédiés par la suite par bateau depuis la Corée du Nord vers la Russie, le Japon, la Corée du Sud ou la Chine (Shanghai notamment)[37]. Dans ce cas de figure, non seulement la Corée du Nord possède des avantages comparatifs dits de localisation[38] (coûts de production, localisation géographique) qui surpassent ceux de la Chine, mais en plus la RPDC a démontré, tout au long de son histoire, qu'elle était très mal à l'aise avec le concept même de division internationale du travail et qu'elle associait l'idée d'être « prise au piège » dans le rôle de fournisseur de matières premières non transformées comme la mettant en position de victime d'un schéma économique qu'elle considère néocolonial. Si Pyongyang entend faire des concessions temporaires sur le terrain de l'économie politique, il est cependant peu probable de voir les efforts d'ouverture se pérenniser s'ils accentuent le phénomène de dépendance économique nord-coréen à l'égard de la Chine. D'un autre côté, Pékin entend bien utiliser les nouvelles perspectives ouvertes par l'ouverture nord-coréenne pour promouvoir avant tout sa propre industrie, ce qui tend à mener les deux États vers un certain nombre de malentendus supplémentaires.

Enfin, du point de vue politique, il semblerait que la relation « privilégiée » de la Chine et de la Corée du Nord soit aussi mal vécue des deux côtés du fleuve Yalu. En effet, si d'un côté la place prise par la Chine dans la balance commerciale nord-coréenne ne peut que préoccuper les cercles politiques très « indépendantistes » de Pyongyang, il semblerait que Pékin ne vive pas forcément mieux ce concubinage « forcé ». En effet, alors que la Chine tente d'émerger en tant que «grande puissance responsable » [负责人大国 ; *fuzeren daguo*], être en première ligne sur un dossier aussi complexe que la pacification de la péninsule coréenne et de l'Asie du Nord-est constitue un fardeau diplomatique assez lourd, qui place ses intérêts politiques et stratégiques (maintenir l'État nord-coréen) en porte-à-faux avec ses intérêts diplomatiques ou

[37]珲春市依托优势打造"东北亚海产品集散地" [la ville de Hunchun dépend de la création d'un centre d'excellence de traitement de produits de la mer de toute l'Asie du Nord-est], Yanbian Ribao, 2 Juillet 2015.

[38] DUNNING, John H., 1988, The Eclectic Paradigm of International Production: A Restatement and Some Possible Extension, *Journal of International Business Studies*, Vol. 19, Issue 1, pp. 1-31.

commerciaux (notamment en direction de la Corée du Sud ou du Japon, voire des États-Unis). Apparaitre aux yeux de la communauté internationale comme étant trop généreux avec un État doté d'une réputation internationale exécrable risquerait d'endommager l'image de la Chine, voire pire, de rappeler au monde que, même si les trajectoires historiques de Pékin et de Pyongyang ont largement divergé depuis les années 1970, les deux États partagent de nombreuses caractéristiques politiques communes. L'ambassadeur de Chine en poste à Washington a ainsi pu exprimer, à demi-mots, que la Chine était dans une situation de porte-à-faux vis-à-vis de Pyongyang et qu'elle ne saurait ni être associée trop étroitement à la Corée du Nord :

> You are giving us a mission impossible. […] There is one thing that worries me a little, and maybe more than a little bit, is that we are very often told that China has such an influence over [North Korea] and we should force [North Korea] to this or that otherwise the United States will have to do something that will hurt China's security interests[…]. You are telling us, 'If you cannot do it, I will do something that will hurt your interests.' I don't think that this is very fair […]I don't think that this is a constructive way of working with each other[…] These problems cannot be resolved by China alone"[39].

***Conclusion***

Si le processus de réforme économique nord-coréen évolue de façon très graduelle et pas nécessairement dans le sens souhaité par la communauté internationale, il n'en demeure pas moins vrai que les réformes (structurelles ou cosmétiques), sont réelles. L'ouverture économique de la RPDC constitue un processus constant depuis les années 1970, et les bouleversements géopolitiques du début des années 1990 ainsi que la poursuite du programme nucléaire nord-coréen ont fait de Pékin le partenaire économique quasi exclusif de la Corée du Nord. Ceci étant, l'attitude de la République Populaire de Chine à l'égard de son voisin semble avant tout méfiante et très mesurée, ce qui tend à augmenter la frustration et l'incompréhension de deux côtés de la frontière : comme peuvent le suggérer les enquêtes de terrain menées d'un côté comme de l'autre de la frontière, les acteurs économiques engagés dans la coopération bilatérale peinent à déchiffrer l'attitude de leurs partenaires.

Ce *statu quo* pourrait évoluer en fonction du retour de l'acteur russe dans le dossier de l'ouverture économique nord-coréenne. Depuis l'été 2014, la Fédération de Russie a été très active dans sa diplomatie vis-à-vis de la RPDC, effaçant notamment une importante partie de la dette nord-coréenne (contractée à l'époque soviétique). Moscou semble en effet être très intéressé par le rôle stratégique que pourrait jouer la Corée du Nord dans l'ouverture,

[39] Obama admin unfairly pitting China against North Korea: diplomat, The Washington Times, 10 Avril 2014.

longtemps évoquée, d'un chemin de fer eurasiatique reliant l'Europe à Séoul via le transsibérien, mais aussi dans le cadre de son isolement diplomatique depuis la crise ukrainienne de l'hiver 2013-2014. Ce rapprochement, qui demande encore à s'inscrire dans la durée, permettrait de diminuer la pression reposant sur Pékin dans le dossier nord-coréen. Ceci étant, comme l'histoire de la Guerre Froide l'enseigne, Pyongyang aurait tout intérêt à contrebalancer la domination économique chinoise qui règne dans ses échanges extérieurs par ce rapprochement avec Moscou. Comme cela a pu être le cas dans les années 1960 et 1970, après la rupture sino-soviétique, Pyongyang pourrait, de fait, mettre Pékin devant un choix difficile: accepter de perdre en influence dans le nord de la péninsule coréenne et s'effacer (de manière relative) devant Moscou, ou réinvestir ses liens privilégiés avec la RPDC (par exemple via des investissements tant attendus) pour éviter de voir Pyongyang trop s'éloigner de sa sphère d'influence.